



National Energy Board Office national de l'énergie

ÉVALUATION DU MARCHÉ DE L'ÉNERGIE



Avenir énergétique du Canada en **2016**

.....

OFFRE ET DEMANDE ÉNERGÉTIQUES À L'HORIZON 2040

Résumé

Canada

Permission to Reproduce

Materials may be reproduced for personal, educational and/or non-profit activities, in part or in whole and by any means, without charge or further permission from the National Energy Board, provided that due diligence is exercised in ensuring the accuracy of the information reproduced; that the National Energy Board is identified as the source institution; and that the reproduction is not represented as an official version of the information reproduced, nor as having been made in affiliation with, or with the endorsement of the National Energy Board.

If a party wishes to rely on material from this report in any regulatory proceeding before the NEB, it may submit the material, just as it may submit any public document. Under these circumstances, the submitting party in effect adopts the material and that party could be required to answer questions pertaining to the material.

This report does not provide an indication about whether any application will be approved or not. The Board will decide on specific applications based on the material in evidence before it at that time.

For permission to reproduce the information in this publication for commercial redistribution, please e-mail: info@neb-one.gc.ca

Autorisation de reproduction

Le contenu de cette publication peut être reproduit à des fins personnelles, éducatives et(ou) sans but lucratif, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission de l'Office national de l'énergie, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que l'Office national de l'énergie soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec l'Office national de l'énergie ou avec son consentement.

Quiconque souhaite utiliser le présent rapport dans une instance réglementaire devant l'Office peut le soumettre à cette fin, comme c'est le cas pour tout autre document public. Une partie qui agit ainsi se trouve à adopter l'information déposée et peut se voir poser des questions au sujet de cette dernière.

Le présent rapport ne fournit aucune indication relativement à l'approbation ou au rejet d'une demande quelconque. L'Office étudie chaque demande en se fondant sur les documents qui lui sont soumis en preuve à ce moment.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à : info@neb-one.gc.ca

© Her Majesty the Queen in Right of Canada as represented by the National Energy Board 2016

Cat. No. NE2-12/2015E-PDF
ISSN 2292-1710

This report is published separately in both official languages.
This publication is available upon request in multiple formats.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada représentée par l'Office national de l'énergie 2016

N° de cat. NE2-12/2015F-PDF
ISSN 2292-1729

Ce rapport est publié séparément dans les deux langues officielles.
On peut obtenir cette publication sur supports multiples,
sur demande.

Message du président et premier dirigeant de l'Office national de l'énergie

J'ai le grand plaisir de présenter ici la plus récente édition du rapport de l'Office national de l'énergie intitulé *Avenir énergétique du Canada en 2016 – Offre et demande énergétiques à l'horizon 2040* (AE 2016). Ce rapport s'inscrit dans une tradition de longue date à l'Office, qui publie à intervalles réguliers de telles perspectives depuis 1967. La série regroupe les seuls documents tournés vers le long terme, dans le secteur de l'énergie, qui sont à la disposition du grand public et qui traitent de tous les produits de base, dans toutes les provinces et tous les territoires, offrant ainsi un solide point de départ aux Canadiens soucieux d'échanger sur l'avenir énergétique du pays. En partie le fruit de la grande expertise du personnel technique de l'Office quand on parle des marchés de l'énergie, le rapport est aussi tributaire de la contribution des spécialistes du gouvernement dans le domaine, de l'industrie, des organismes à vocation environnementale et du monde universitaire d'un bout à l'autre du Canada, qui ont tous eu leur mot à dire lors de l'établissement des hypothèses de départ et de la présentation des résultats obtenus. Je tiens donc ici à remercier, en mon nom personnel, tous ceux qui ont mis la main à la pâte.

Le recours à l'adjectif « incertain » pour qualifier les 18 mois qui viennent de s'écouler dans le secteur énergétique au Canada serait un peu faible. Je me demande s'il y a seulement une personne qui était suffisamment avertie pour prévoir la dégringolade sur les marchés du prix mondial du pétrole brut, qui compte parmi les exportations canadiennes les plus importantes, de 110 \$ US le baril au milieu de 2014 à moins de 40 \$ US en décembre 2015, puis à moins de 30 \$ US en janvier 2016. Les facteurs à l'origine d'une telle nébulosité quant à l'avenir énergétique du Canada sont nombreux, mais se détachent du peloton la volatilité sans précédent du marché, le déploiement rapide de technologies de pointe pour la production d'énergies renouvelables et de combustibles fossiles, l'entente historique sur le climat conclue à Paris, le rejet du projet Keystone XL aux États-Unis, la levée de l'interdiction d'exporter du pétrole à partir de ce même pays et la levée des sanctions à l'endroit de l'Iran.

Dans un tel contexte, il est pour le moins hasardeux de s'avancer sur le terrain des projections de l'offre et de la demande, mais nonobstant le climat d'incertitude actuel qui prévaut dans le monde de l'énergie à l'échelle de la planète, les chiffres avancés dans le présent rapport demeurent des points de référence valables pour toute discussion sur l'avenir énergétique à long terme du Canada. L'analyse présentée ici ne vise pas à prédire ce qu'il en sera mais plutôt à envisager ce qui pourrait survenir si certaines hypothèses devaient se confirmer et si certains résultats envisagés se matérialisaient. Ce rapport, qui gravite autour d'un scénario de référence, comprend aussi d'autres projections, établies en fonction de prix plus ou moins élevés, d'un accès aux marchés modifié et d'hypothèses différentes pour l'infrastructure énergétique, puis il se penche sur les importantes répercussions à long terme de telles incertitudes.

Les projections tous azimuts du rapport me semblent particulièrement pertinentes dans le contexte actuel. Comme le faisait récemment remarquer Stephen Poloz, gouverneur de la Banque du Canada, il ne fait aucun doute que la chute des prix du pétrole brut et des autres produits de base a eu des incidences négatives sur l'économie canadienne. Le rapport AE 2016 illustre bien le rapport direct qui existe entre l'aménagement de futures infrastructures énergétiques et les prix à l'exportation, une éventuelle croissance de la production ainsi que l'économie canadienne en général. Alors que le Canada n'exerce pas d'ascendant sur les prix des produits de base qui sont pratiqués ailleurs dans le monde, il est maître de son destin quand il s'agit de l'accès à de nouveaux marchés pour ses exportations en vue de toucher ces prix dans leur intégralité, quels qu'ils puissent être.

Il va de soi que la construction de nouvelles infrastructures de même que l'accès à de nouveaux marchés dépendront de la capacité du Canada à mettre en valeur ses ressources dans l'optique d'un développement durable et à en assurer le transport en toute sécurité. L'imprévisibilité n'est toutefois pas généralisée, car les liens de plus en plus apparents qui unissent énergie et environnement ne risquent nullement de se fragiliser à l'avenir, bien au contraire. L'explication en est simple : au Canada, les émissions de gaz à effet de serre (GES) sont principalement attribuables à la consommation de combustibles fossiles, d'où est tirée la très grande majorité de l'énergie servant

à chauffer foyers et entreprises, transporter biens et personnes ou alimenter la machine industrielle. Dans le rapport AE 2016, quelles que soient les projections élaborées, la consommation d'énergie sous forme d'hydrocarbures continue de croître, ce qui est nécessairement à l'origine d'une augmentation des émissions de GES. Il faut le souligner, car cela signifie que peu importe si les prix du pétrole et du gaz naturel sont élevés ou faibles, peu importe aussi le nombre de pipelines ou de terminaux méthaniers construits, l'incidence sur la consommation d'énergie demeure minime et ces facteurs, en eux-mêmes, n'entraîneront pas dans l'ensemble d'importantes réductions des émissions. Tant qu'il existera une demande, les marchés feront en sorte d'y répondre, que ce soit à partir de sources d'approvisionnement au pays ou à l'étranger, sans grandes répercussions sur la consommation mondiale d'énergie et sur les émissions en découlant.

Ces derniers mois, le gouvernement fédéral et de nombreux de gouvernements provinciaux au pays ont annoncé de nouvelles initiatives sur le climat et le rythme de ces annonces s'accroît, surtout depuis l'accord intervenu à la 21^e conférence des parties à Paris. Les politiques ainsi annoncées sont souvent assez audacieuses et placent le Canada à l'avant-garde sur la scène mondiale en matière de changement climatique. Puisqu'il ne tient compte que des politiques et des programmes qui ont force de loi ou qui sont sur le point d'être consacrés par celle-ci, le rapport AE 2016 a fait fi de ces annonces dans ses analyses, dont il met cependant l'importance en lumière. Le contenu du rapport me porte à croire que l'élaboration de telles politiques aura un poids de taille sur l'avenir énergétique et environnemental du Canada. Si la politique climatique continue d'évoluer ainsi, les incertitudes seront d'autant plus grandes à l'égard de toute projection à long terme sur l'énergie.

L'avenir énergétique du Canada ne se résume pas à une seule force en présence mais dépend bel et bien de l'interaction entre nombre d'entre elles. Les prix de l'énergie, la croissance de l'économie, les politiques et les règlements en place, l'accès aux marchés et l'aménagement d'infrastructures de même que la mise au point de nouvelles technologies ou leur utilisation constituent autant de facteurs qui ont un rôle important à jouer. Nous espérons que nos analyses, rapports et statistiques aideront les Canadiens à mieux comprendre ces interactions complexes. Les projections à long terme présentées dans notre série de documents sur l'avenir énergétique sont un maillon important de cette chaîne d'information, au même titre que les analyses de marché ciblées proposées dans des publications comme *Dynamique du marché de l'énergie au Canada* ou dans les aperçus hebdomadaires. Cependant, puisque la politique climatique et les marchés énergétiques évoluent, sans cesse et rapidement, le type d'analyse que nous menons doit suivre la cadence, notamment quant au mode de partage avec la population canadienne. Ainsi donc, l'Office produira une mise à jour du rapport AE 2016 dès cet automne afin de tenir compte des plus récents développements. Tout comme le rapport renferme des analyses qui étaient jusqu'ici inédites sur les conséquences à long terme de l'accès aux marchés et l'infrastructure de transport, les ouvrages futurs pourraient fort bien accorder davantage d'attention aux répercussions de l'évolution de la politique climatique.

Non seulement allons-nous accroître la fréquence et l'envergure des projections portant sur l'avenir énergétique, mais nous allons aussi avoir recours à de nouveaux moyens emballants pour favoriser l'engagement avec les Canadiens afin de bien entendre ce qu'ils ont à dire sur les questions énergétiques qui les préoccupent le plus en cette période d'incertitude.

Le président et premier dirigeant,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C. Peter Watson'.

C. Peter Watson, P. Eng., FCAE

RÉSUMÉ

Le rapport *Avenir énergétique du Canada en 2016 – Offre et demande énergétiques à l’horizon 2040* (AE 2016) vient enrichir le catalogue des publications de l’Office national de l’énergie sur l’avenir énergétique du Canada. Le dernier rapport complet de l’Office sur le sujet, intitulé *Avenir énergétique du Canada en 2013* (AE 2013), remonte à novembre 2013.

Pour préparer le présent rapport, l’Office a consulté divers spécialistes du domaine de l’énergie et des parties intéressées, dont des représentants de l’industrie et d’associations sectorielles, de gouvernements, d’organismes non gouvernementaux et du milieu universitaire en vue de recueillir avis et commentaires sur les projections provisoires. Les renseignements obtenus au cours de ces consultations ont aidé à construire les principales hypothèses et les projections définitives.

Avant d’aller plus loin, il importe de noter que les projections contenues dans le rapport AE 2016 se veulent le point de départ d’un dialogue sur l’avenir énergétique du Canada, et **non** une prédiction des événements à venir. Les projections avancées dans le rapport sont fondées sur des hypothèses qui permettent une analyse des divers résultats possibles. Celles qui sont employées au sujet de l’infrastructure énergétique actuelle ou future ou de l’évolution des marchés énergétiques sont purement théoriques et n’ont aucune incidence sur les procédures réglementaires en cours ou à venir de l’Office.

Principales conclusions

Les principales conclusions du rapport AE 2016 sont décrites brièvement ci-dessous, puis font l’objet d’un exposé succinct dans les sections qui suivent :

- 1. Les événements récents ont mis en lumière les nombreuses incertitudes entourant les perspectives énergétiques à long terme du Canada.**
- 2. Dans le scénario de référence, la production énergétique croît plus rapidement que la consommation d’énergie; les exportations nettes d’énergie sont en hausse.**
- 3. La production future de pétrole et de gaz naturel dépend énormément des prix du moment, qui sont empreints d’une grande incertitude.**
- 4. Faute d’ajout de nouveaux oléoducs à l’infrastructure pipelinière actuelle, la croissance de la production de pétrole brut est freinée, mais demeure modérée durant la période de projection.**
- 5. Le volume des exportations de gaz naturel liquéfié est un facteur important dans la croissance de la production de gaz naturel au Canada.**
- 6. La consommation totale d’énergie au Canada, incluant celle du secteur de la production énergétique, est uniforme dans tous les scénarios envisagés dans le rapport AE 2016, et les émissions de GES résultant de l’utilisation de l’énergie suivront la même courbe.**

1. Les événements récents ont mis en lumière les nombreuses incertitudes entourant les perspectives énergétiques à long terme du Canada.

Au cours des dernières années, les prix de l'énergie, les technologies, les marchés extérieurs et la société en général ont tous subi des transformations profondes, et ce, en très peu de temps. À mesure que la filière énergétique continue de s'adapter à ces changements et que de nouvelles tendances émergent, d'énormes incertitudes planent sur les perspectives énergétiques à long terme du Canada.

Les projections présentées dans le rapport AE 2016 consistent en un scénario de référence et cinq scénarios de sensibilité, dont deux liés aux prix que voici :

- Le scénario de référence offre une perspective de base, misant sur une projection modérée des prix de l'énergie et de la croissance de l'économie dans les années à venir.
- Deux des scénarios liés aux prix – le scénario de prix élevés et de prix bas du pétrole et du gaz naturel – couvrent certaines incertitudes qui ont trait aux prix futurs de l'énergie.
- Le rapport AE 2016 prend aussi en considération des incertitudes relatives à l'infrastructure d'exportation du pétrole et propose un scénario dans lequel aucun pipeline d'envergure n'est construit durant la période de projection.
- Deux autres scénarios explorent les incertitudes entourant les éventuelles exportations de gaz naturel liquéfié (GNL).

FIGURE R.1

Aperçu des scénarios du rapport AE 2016



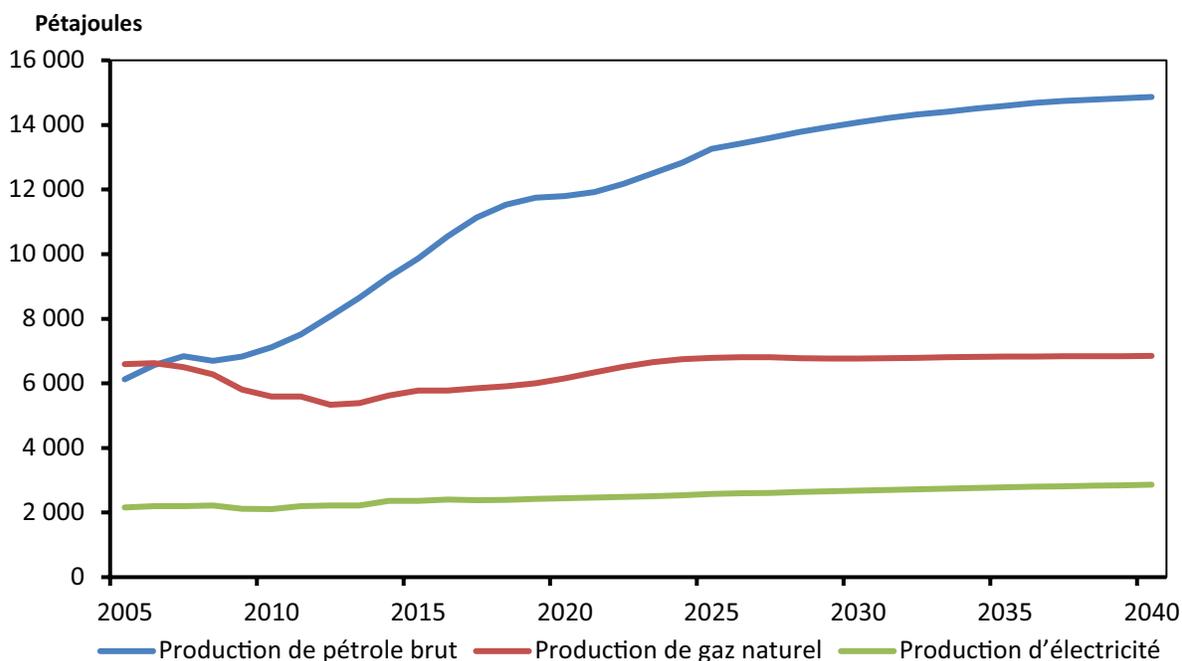
2. Dans le scénario de référence, la production énergétique croît plus rapidement que la consommation d'énergie; les exportations nettes d'énergie sont en hausse.

La projection de base du rapport AE 2016 (scénario de référence) table sur une hausse marquée de la production totale d'énergie au Canada durant la période de projection :

- La croissance provient surtout de la production pétrolière, qui atteint $963 \text{ } 10^3 \text{ m}^3/\text{j}$ ($6,1 \text{ Mb}/\text{j}$) en 2040, une augmentation de 56 % par rapport à 2014. L'exploitation des sables bitumineux compte pour une grande partie de cette croissance.
- La production de gaz naturel augmente de 22 % par rapport à 2014, se situant à $506 \text{ Mm}^3/\text{j}$ ($17,9 \text{ Gpi}^3/\text{j}$); les exportations de GNL constituent l'un des principaux moteurs de la croissance.
- Pour ce qui est de la production d'électricité, elle croît constamment pendant la période étudiée, marquée par des ajouts notables de capacité provenant du gaz naturel et de sources d'énergie renouvelable. La capacité de production d'électricité à partir du charbon, elle, recule.

FIGURE R.2

Production d'énergie au Canada, sur la base d'une équivalence énergétique – Scénario de référence



La production augmente de façon constante, mais la croissance de la consommation d'énergie au Canada est moins rapide que dans le passé. La demande totale d'énergie pour utilisation finale croît à un taux annuel moyen de 0,7 % de 2014 à 2040, soit près de la moitié du taux observé de 1990 à 2013.

Les exportations nettes totales d'énergie augmentent au cours de la période de projection, entraînées par la hausse des exportations de pétrole brut lourd.

3. La production future de pétrole et de gaz naturel dépend énormément des prix du moment, qui sont empreints d'une grande incertitude.

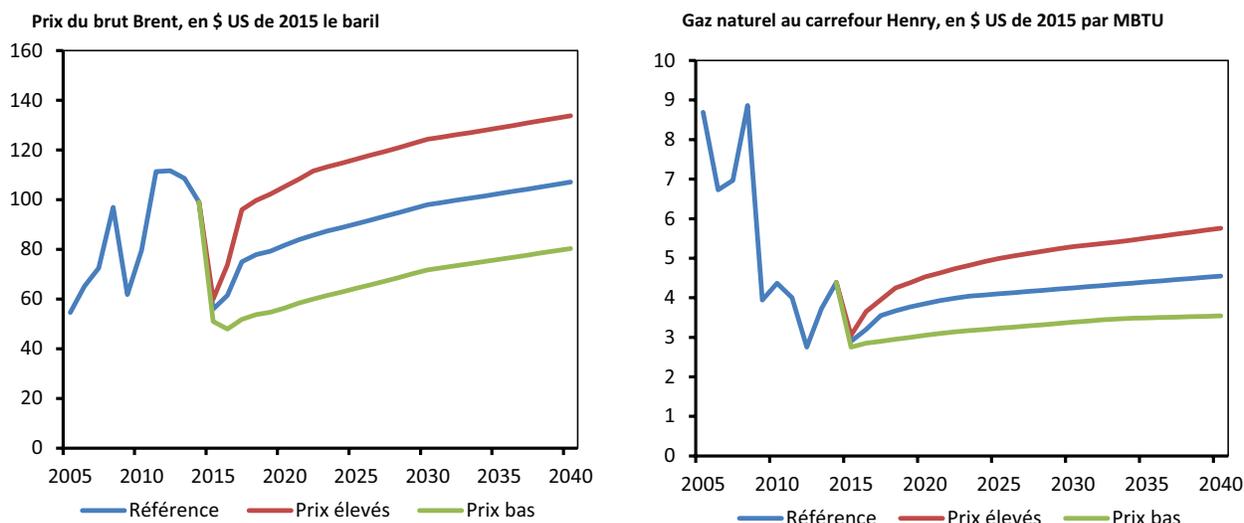
Au cours de la dernière décennie, les prix du pétrole brut et du gaz naturel ont beaucoup fluctué. Le scénario de prix élevés et le scénario de prix bas du rapport AE 2016 soupèsent les répercussions des diverses tendances en matière de prix dans les perspectives énergétiques du Canada. Ces prix peuvent varier énormément en peu de temps et pourraient, à un moment ou un autre, se situer à l'extérieur des plages retenues dans le présent rapport.

Dans les trois scénarios de prix du rapport AE 2016, la production de pétrole brut est comparable de 2015 à 2020, puisqu'on s'attend à ce que les projets d'exploitation de sables bitumineux en construction soient menés à terme. Dans le scénario de prix élevés, la production totale de pétrole continue d'augmenter de façon soutenue pour atteindre $1\,103\,10^3\text{m}^3/\text{j}$ (6,9 Mb/j) en 2040, un seuil 13 % plus élevé que dans le scénario de référence. Pour ce qui est du scénario de prix bas, on prévoit une faible croissance de la production totale de pétrole après 2020 qui s'établira à $786\,10^3\text{m}^3/\text{j}$ (4,9 Mb/j) en 2040, 21 % de moins que dans le scénario de référence.

Le scénario de prix élevés mise sur une augmentation rapide de la production de gaz naturel durant la période de projection, qui atteint $665\text{ Mm}^3/\text{j}$ (24 Gpi³/j) en 2040, une production 31 % plus élevée que dans le scénario de référence. Quant au scénario de prix bas, il table sur une production totale de gaz relativement stable jusqu'en 2019. À ce moment, elle augmente grâce aux exportations de GNL présumées, mais diminue progressivement à partir de 2026 et s'élève à $440\text{ Mm}^3/\text{j}$ (16 Gpi³/j) en 2040, soit 13 % de moins que dans le scénario de référence.

FIGURE R.3

Hypothèses de prix du pétrole brut et du gaz naturel dans le rapport AE 2016



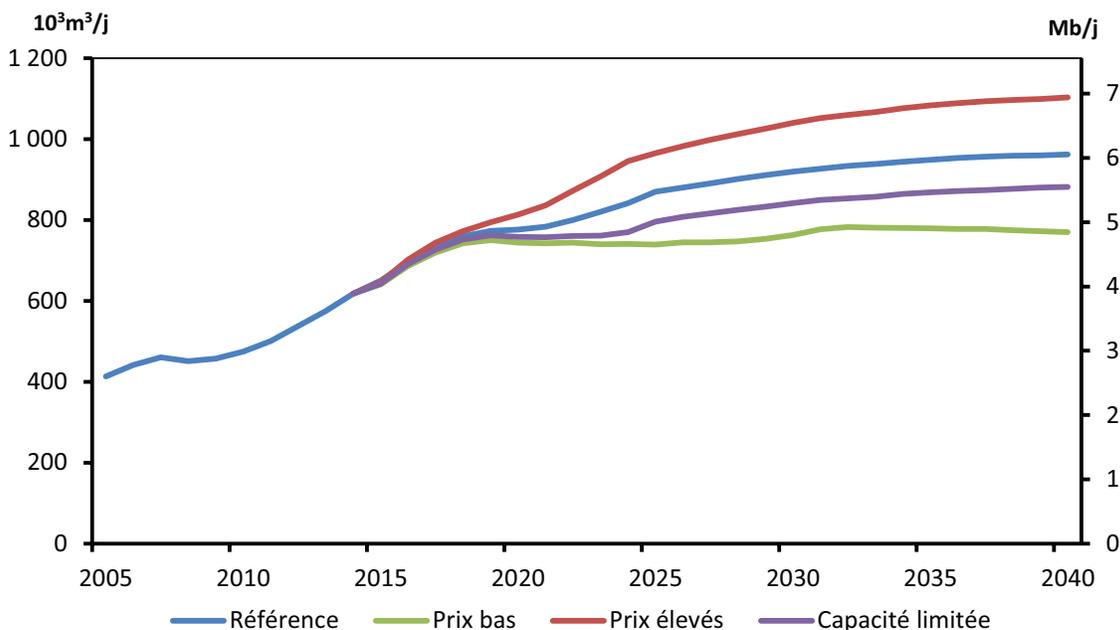
4. Faute d'ajout de nouveaux oléoducs à l'infrastructure pipelinère actuelle, la croissance de la production de pétrole brut est ralentie, mais demeure modérée durant la période de projection.

Le scénario de référence suppose que l'infrastructure énergétique se développera à mesure que les besoins se feront sentir. Cette hypothèse liée à l'infrastructure pipelinère pour le pétrole constitue une grande incertitude dans l'étude du portefeuille énergétique canadien. Le scénario de capacité pipelinère limitée pour le pétrole (scénario de capacité limitée) s'intéresse aux répercussions qu'aurait sur la filière énergétique canadienne la construction d'aucun nouvel oléoduc d'envergure durant la période de projection pour l'exportation de pétrole, dont les projets proposés Keystone XL, Northern Gateway et Énergie Est, ainsi que l'agrandissement du réseau de Trans Mountain.

Dans cette hypothèse, le transport ferroviaire, plus coûteux, prend la relève, mais entraîne une baisse des produits financiers des producteurs canadiens, après avoir pris en considération le transport. Malgré des prix plus bas que dans le scénario de référence, la production de pétrole brut continue d'augmenter, beaucoup de projets demeurant rentables. La production de pétrole dans le scénario de capacité limitée s'élève à $893 \text{ } 10^3 \text{ m}^3/\text{j}$ (5,6 Mb/j) d'ici 2040, soit 8 % de moins que dans le scénario de référence. Durant la période de projection, le volume de pétrole brut transporté par chemin de fer augmente énormément et se chiffre à $198 \text{ } 10^3 \text{ m}^3/\text{j}$ (1,2 Mb/j) en 2040.

FIGURE R.4

Production totale de pétrole – Scénarios de référence, de prix élevés, de prix bas et de capacité limitée



La production canadienne totale dans le scénario de capacité limitée augmente plus rapidement que dans le scénario de prix bas, de l'ordre de 14 % en 2040. On en déduit que l'infrastructure pipelinère peut influencer sur la production de pétrole au Canada, mais qu'elle ne constitue pas un facteur unique. Les scénarios de prix élevés et de prix bas présument que les prix du pétrole brut, liés à l'offre et à la demande mondiales, sont aussi importants – peut-être même plus importants – pour prévoir la croissance de la production au Canada.

5. Le volume des exportations de gaz naturel liquéfié est un facteur important dans la croissance de la production de gaz naturel au Canada.

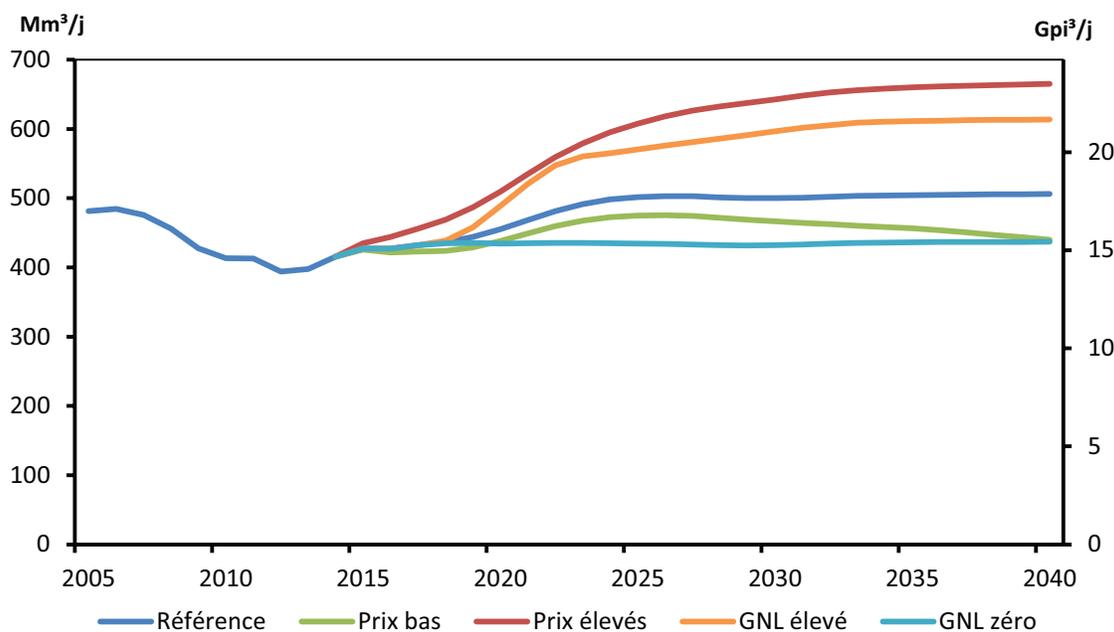
Dans le scénario de référence, les exportations de GNL, qui totalisent 14 Mm³/j (0,5 Gpi³/j) en 2019, passent à 71 Mm³/j (2,5 Gpi³/j) en 2023. Il s'agit d'une hypothèse, car les volumes de GNL que le Canada pourra exporter constituent une grande incertitude. Dans le rapport AE 2016, deux scénarios – scénario d'exportations élevées de GNL (scénario de GNL élevé) et scénario d'exportations nulles de GNL (scénario de GNL zéro) – se penchent sur cette incertitude.

Le scénario de GNL élevé mise sur des exportations plus élevées [170 Mm³/j (6 Gpi³/j)] en 2030 que le scénario de référence. Quant au scénario de GNL zéro, il suppose qu'il n'y aura aucune exportation de GNL d'ici la fin de la période étudiée.

Les exportations de GNL pourraient être un élément déterminant dans la croissance à venir de la production de gaz naturel au Canada. Le scénario de GNL élevé prévoit une production totale de gaz naturel de 614 Mm³/j (22 Gpi³/j) en 2040, soit 21 % de plus que dans le scénario de référence. Pour ce qui est du scénario de GNL zéro, il repose sur une production totale de 437 Mm³/j (15 Gpi³/j) en 2040, 14 % de moins que dans le scénario de référence.

FIGURE R.5

Production totale de gaz naturel – Scénarios de référence et scénarios liés aux prix et aux exportations de GNL



6. La consommation totale d'énergie au Canada, incluant celle du secteur de la production énergétique, est uniforme dans tous les scénarios envisagés dans le rapport AE 2016, et les émissions de GES résultant de l'utilisation de l'énergie suivent la même courbe.

Les conclusions des scénarios de sensibilité construits dans le rapport AE 2016 ont des répercussions sur la consommation d'énergie au pays. De nombreux facteurs interviennent, mais, dans l'ensemble, les écarts dans la consommation d'énergie des divers scénarios sont relativement minimes.

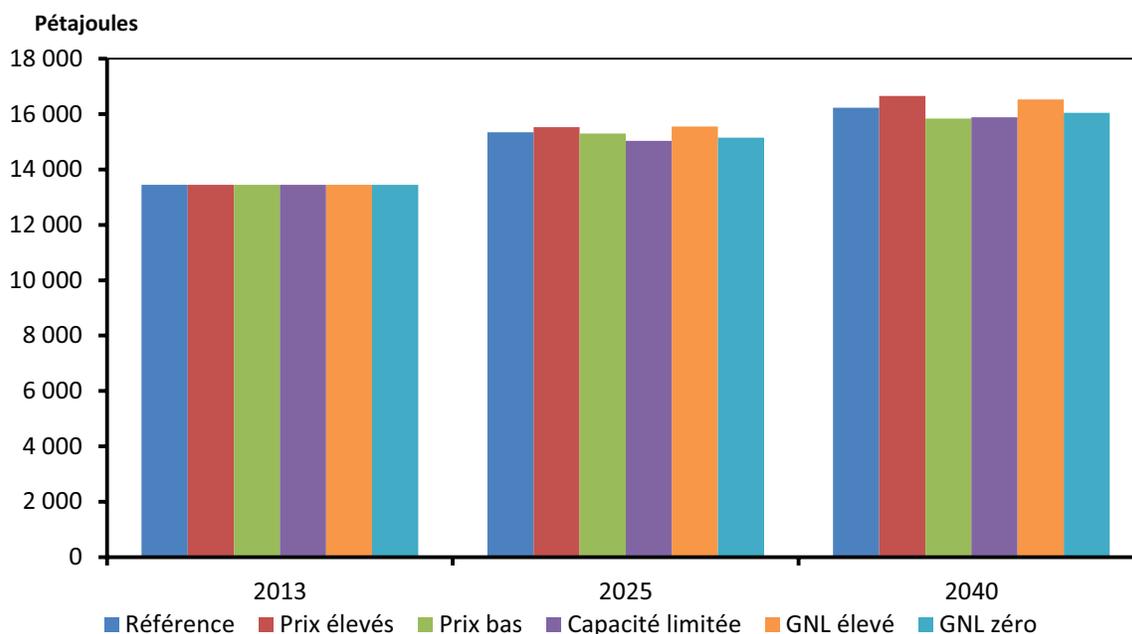
Dans le scénario de référence, la consommation totale d'énergie passe de 15 512 pétajoules (PJ) en 2013 à 18 274 PJ en 2040. L'intensité énergétique de l'économie canadienne, mesurée d'après la consommation d'énergie par unité d'activité économique, continue de diminuer, en moyenne de 1 % par année de 2013 à 2040.

Compte tenu des hypothèses adoptées dans cette analyse au sujet des politiques et des technologies, les combustibles fossiles demeurent la principale source d'énergie au Canada pendant la période de projection. D'une consommation accrue de tels combustibles découle nécessairement une augmentation des émissions de GES, ce qui correspond aux plus récentes prévisions d'Environnement Canada à cet égard.

Les prix, qu'ils soient élevés ou bas, ont des effets sur la consommation d'énergie dans tous les secteurs de l'économie. Le Canada est un grand producteur d'énergie et cela se reflète dans sa consommation. C'est dans le scénario de prix élevés qu'elle est la plus forte, soit 18 642 PJ d'ici 2040. Les effets négatifs des prix plus élevés sur la consommation d'énergie sont neutralisés par la croissance économique légèrement plus forte et la demande accrue dans le secteur de la production de pétrole et de gaz naturel. Le phénomène inverse se produit dans le scénario de prix bas : la consommation d'énergie est à son plus bas niveau de tous les scénarios, 17 926 PJ en 2040, même si elle est plus forte dans les secteurs autres que celui du pétrole et du gaz naturel.

FIGURE R.6

Production d'énergie au Canada – Tous les scénarios



La consommation d'énergie dans le scénario de capacité limitée chute entre la projection du scénario de référence et celle du scénario de bas prix, à 18 081 PJ d'ici 2040. Cette baisse de la demande totale tient surtout à une consommation d'énergie moins forte pour la production de pétrole. La faiblesse relative de la croissance économique n'a que très peu d'incidence.

En ce qui concerne la consommation d'énergie au Canada dans le scénario de GNL élevé, elle se situe à 18 443 PJ en 2040, légèrement plus que dans le scénario de référence. L'effet est inverse dans le scénario de GNL zéro, puisqu'elle atteint 18 166 PJ à la fin de la période étudiée, tout juste en dessous de celle du scénario de référence.

L'incidence relativement faible sur la consommation d'énergie des divers scénarios de sensibilité laisse croire que des facteurs autres que les prix de l'énergie, le développement de l'infrastructure pipelinère et les exportations de GNL pourraient avoir des répercussions plus grandes sur la consommation d'énergie et les émissions de GES futures au Canada. Les perspectives de croissance économique sont aussi importantes et peuvent avoir des effets très marqués sur consommation d'énergie et les émissions au Canada. Par exemple, le ralentissement économique mondial en 2008-2009 a entraîné une baisse de près de 8 % de la consommation d'énergie au Canada de 2007 à 2009. De même, des percées technologiques plus importantes que celles envisagées dans le présent rapport pourraient produire des résultats très différents de ceux avancés ici. Pour finir, les scénarios proposés dans le rapport AE 2016 ne tiennent compte que des lois, politiques et programmes existants; la mise en œuvre d'autres lois, politiques et programmes dans les années à venir pourrait se répercuter sur la consommation d'énergie et les émissions de GES à long terme.



© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada 2016 représentée par l'Office national de l'énergie

www.neb-one.gc.ca/avenirenergetique